

GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE  
DE LYON

DATE : 01/12/99  
N° DE DEPOT : 18951  
R.C.S. LYON : 401 870 936  
N° DE GESTION: 95 B 02165

**BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETE**

---

-----Nom et adresse de la Société -----  
IN EXTENSO AUDIT

81 BOULEVARD DE STALINGRA  
69100 VILLEURBANNE

Nous soussigné greffier du Tribunal de Commerce de LYON avons déposé à la date ci-dessus au rang de nos minutes :

Trois pièces

concernant la Société désignée ci-dessus et dont l'objet est le suivant:

CESSION DE PARTS SOCIALES  
EXERCICE SOCIAL (modification)  
Statuts  
Délibération/Acte

# **IN EXTENSO AUDIT**

Société à Responsabilité Limitée au capital de 60.000 Francs

Siège social : 81, Boulevard Stalingrad - 69100 VILLEURBANNE

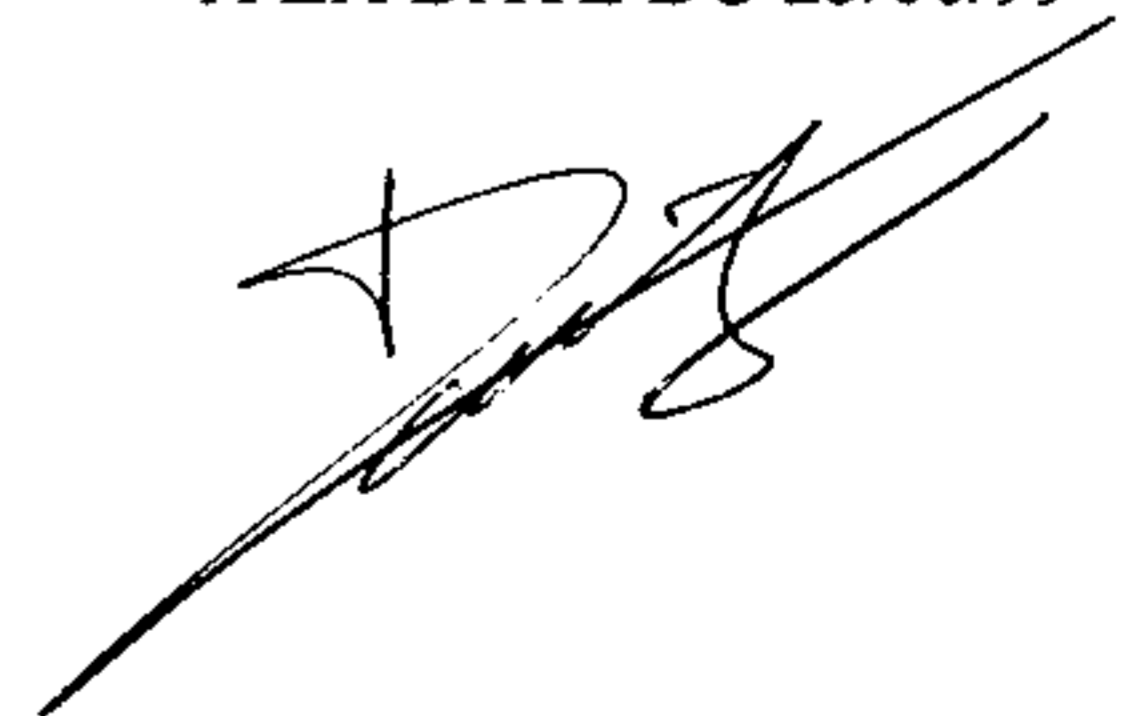
401 870 936 RCS LYON

---

## **STATUTS**

---

STATUTS MIS A JOUR  
A LA DATE DU 25/06/99

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D.S.', is written over the text 'A LA DATE DU 25/06/99'.

## IN EXTENSO AUDIT

Société à Responsabilité Limitée au capital de 60.000 Francs

Siège social : 81, Boulevard de Stalingrad - 69100 VILLEURBANNE

401 870 936 RCS LYON

### Les soussignés :

**- Monsieur Michel CHRISTOPHE**

né le 19 Septembre 1941 à LOCHES (37)  
de nationalité française, Expert-Comptable

domicilié 6, Chemin des Vallières à VILLE D'AVRAY (92)

Marié sous le régime de la séparation de biens avec Madame Françoise MATHIEU née le 9 Juin 1945

de nationalité française, suivant contrat de mariage en date du 1er Janvier 1985 reçu par Maître LACOURTE - Avenue Victor Hugo à PARIS (75016)

**- Monsieur Jacques CONVERT**

né le 11 Janvier 1945 à BOURG-EN-BRESSE (01)  
de nationalité française, Expert-Comptable

domicilié 127, Avenue de Saxe à LYON (69003)

Marié le sous le régime de la séparation de biens avec Madame Armine SULAHIAN née le 19 Septembre 1947

de nationalité française, suivant contrat de mariage en date de Juin 1981 reçu par Maître THOMAS - 1, Cours Lafayette à LYON (69003)

**- Monsieur Philippe FORGUES**

né le 14 Avril 1954 à LYON (69)  
de nationalité française, Expert-Comptable

domicilié 81, Boulevard Stalingrad à VILLEURBANNE (69)

Marié le sous le régime de la participation aux acquêts avec Madame Corinne MARCHAL née le 29 Avril 1959

de nationalité française, suivant contrat de mariage en date du 15 Mars 1980 reçu par Maître CONREUR à CHARLEVILLE-MEZIERES (08)

**- la Société EUREX - SOCIETE EUROPEENNE DE REVISION ET D'EXPERTISE,**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 607 200 Francs, dont le siège social est à SEYNOD (74) Rue du Champ de la Vigne immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANNECY (74) sous le n° B 315 747 485

représentée par Monsieur Jean-Pierre BASSO, Président du Directoire, habilité à cet effet

**- la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - I.E.O.,**

Société Anonyme au capital de 56 616 800 Francs, dont le siège social est à VILLEURBANNE (69) 81, Boulevard Stalingrad immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON (69) sous le numéro B 381 632 231

représentée par Monsieur Hervé LAURENT, Président du Conseil d'Administration, habilité à cet effet

**- la Société BERNARD MONTAGNE ANDRE AMIC ET ASSOCIES,**

Société Anonyme au capital de 561 000 Francs, dont le siège social est à TASSIN-LA-DEMI-LUNE (69) 71, Rue François Mermet immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON (69) sous le numéro B 964 500 854

représentée par Monsieur Bernard MONTAGNE, Président du Conseil d'Administration, habilité à cet effet

ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société à responsabilité limitée devant exister entre eux.

La liste des associés sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

# STATUTS

## TITRE I

### FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

### EXERCICE - GERANCE

#### Article 1er - FORME

Il est formé entre les soussignés une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par la loi du 24 Juillet 1966 (appelée aux présentes "la loi"), par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Elle sera régie en outre par les lois et règlements en vigueur applicables aux Sociétés reconnues par l'Ordre des Experts-Comptables comme pouvant exercer la profession d'Expert-Comptable.

La Société comportera, parmi ses associés, au moins trois Experts-Comptables inscrits au Tableau de l'Ordre.

#### Article 2 - OBJET

La Société a pour objet en France comme à l'étranger :

\* l'exercice de la profession d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes telles qu'elles sont définies par l'Ordonnance du 19 Septembre 1945, la loi du 24 Juillet 1966 et le décret du 12 Août 1969 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les Sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

**Article 3 - DENOMINATION**

La dénomination de la Société est :

**IN EXTENSO AUDIT**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

**Article 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à :

**81, Boulevard de Stalingrad - 69100 VILLEURBANNE**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la Gérance, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

**Article 5 - DUREE**

La durée de la Société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

**Article 6 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1er Juillet et se termine le 30 Juin de l'année suivante.

**Article 7 - GERANCE**

Le ou les premiers Gérants seront nommés par décision des associés aussitôt après la signature des présents statuts. Le ou les Gérants subséquents seront nommés par décision collective des associés, représentant plus de la moitié des parts sociales.

**TITRE II****APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES****Article 8 - APPORTS**

Lors de la constitution, les associés ont fait apport à la présente Société des sommes en numéraires ci-après savoir:

- Monsieur Michel CHRISTOPHE apporte la somme de CENT Francs, ci.....	100 Francs
- Monsieur Jacques CONVERT apporte la somme de CENT Francs, ci.....	100 Francs
- Monsieur Philippe FORGUES apporte la somme de CENT Francs, ci.....	100 Francs
- la Société EUREX - SOCIETE EUROPEENNE DE REVISION ET D'EXPERTISE apporte la somme de DIX NEUF MILLE NEUF CENTS Francs, ci....	19 900 Francs
- la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL - I.E.O. apporte la somme de DIX NEUF MILLE NEUF CENTS Francs, ci..	19 900 Francs
- la Société BERNARD MONTAGNE ANDRE AMIC ET ASSOCIES apporte la somme de DIX NEUF MILLE NEUF CENTS Francs, ci..	19 900 Francs
.....	-----
Soit au total la somme de SOIXANTE MILLE Francs, ci :	60 000 Francs

Cette somme de 60 000 Francs a été déposée le 19 Avril 1995 sur un compte ouvert à la Banque Populaire, Agence 1, Place Joliot Curie à LYON (69005), au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

Suite aux cessions de parts en date du 27 Juillet 1998, Monsieur Michel CHRISTOPHE et la société EUREX, ont cédé leurs parts à la société IN EXTENSO OPERATIONNEL.

Lors d'une Assemblée Générale en date du 5 Juillet 1999, la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU BMA a été absorbée par la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU AUDIT. En conséquence, les parts sociales détenues par la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU BMA ont été attribuées à la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU AUDIT.

**Article 9 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE MILLE (60 000) Francs.

Il est divisé en SIX CENTS (600) parts de CENT (100) Francs chacune, numérotées de 1 à 600, entièrement libérées et réparties comme suit :

- Monsieur Dominique NATALE à concurrence de UNE part, numérotée 1, ci .....	1 part
- Monsieur Jacques CONVERT à concurrence de UNE part, numérotée 2, ci .....	1 part
- Monsieur Philippe FORGUES à concurrence de UNE part, numérotée 3, ci .....	1 part
- Monsieur Olivier ROZES à concurrence de UNE part, numérotée 4, ci .....	1 part
- Monsieur Gérard ESTIVAL à concurrence de UNE part, numérotée 5, ci .....	1 part
- la Société IN EXTENSIO OPERATIONNEL - I.E.O. à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT SEIZE parts, numérotées 6 à 401, ci .....	396 parts
- la Société DELOITTE ET TOUCHE TOHMATSU AUDIT à concurrence de CENT QUATRE VINGT DIX NEUF parts, numérotées de 402 à 600, ci .....	199 parts
.....	_____
Total égal au nombre de parts composant le capital social : .....	600 parts

La majorité des trois quarts des parts sociales composant le capital doit toujours être détenue par des Experts-Comptables inscrits au Tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'Ordonnance du 19 Septembre 1945.

## **Article 10 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

### I - Augmentation du capital

#### 1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

#### 2 - Souscription en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la requête de l'un des Gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

#### 3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

#### 4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

#### 5 - Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions prévues par l'article 12 des présents statuts.

Tout associé peut également renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et les délais fixés par la Gérance.

## II - Réduction du capital social

### 1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la Société n'ait été transformée en Société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au Tribunal de commerce la dissolution de la Société, deux mois au moins après avoir mis la Gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la Société par acte extra-judiciaire.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, la Gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social déposée au greffe du Tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut par la Gérance ou le Commissaire aux Comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au Tribunal de commerce la dissolution de la Société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées.

Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

**Article 11 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES - INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la Société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

**Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES**

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de Commerce.

## 2 - Agrément des cessions

Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un quelconque cessionnaire, même déjà associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la Gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

## 3 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

A la demande de la Gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 35 de la loi relatives à la réduction du capital au-dessous du minimum légal seront suivies.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

## II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

### 1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant au moins les trois quart du capital.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la Gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la Gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant.

La Gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

## 2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un cessionnaire de parts.

## **Article 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la Société dans les décisions ordinaires, et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

## **Article 14 - DROITS DES ASSOCIES**

### 1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

### 2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

### 3 - Nantissement des parts

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon des conditions de l'article 2078 du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

### 4 - Information des associés

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La Société doit annexer à ce document la liste des Gérants et des Commissaires aux Comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux Francs.

Les droits d'information des associés sur les comptes sociaux et autres documents sont exposés sous l'article 25 ci-après des présents statuts.

## **Article 15 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE**

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

## **TITRE III**

## **GERANCE**

### **Article 16 - POUVOIRS DE LA GERANCE**

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, personnes physiques, associés et Experts-Comptables inscrits, nommés par décision collective ordinaire des associés.

En cas de pluralité des Gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le Gérant, ou chacun des Gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la Société - Le Gérant", suivis de la signature du Gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en Gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une Société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le Gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

### **Article 17 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE**

#### 1 - Durée

La durée des fonctions du ou des Gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

#### 2 - Cessation des fonctions

Le ou les Gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un Gérant peut être révoqué par le président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des Gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également résilier ses fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des Gérants n'entraîne pas dissolution de la Société.

#### 3 - Nomination d'un nouveau Gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des Gérants sur convocation, soit du Gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

### **Article 18 - REMUNERATION DE LA GERANCE**

Chacun des Gérants pourra avoir droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés. La Gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

### **Article 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE**

1 - Le Gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le Gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions qu'un Gérant non-associé envisage de conclure avec la Société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

5 - Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec toute Société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément Gérant ou associé de la Société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des Gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

## **Article 20 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE**

Le ou les Gérants sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la Gérance, dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la Société, le Gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 54 de la loi.

## **TITRE IV**

### **DECISIONS COLLECTIVES**

#### **Article 21 - MODALITES**

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la Gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 22 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la Gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, règlementé par l'article 12 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la Société en Société de toute autre forme, notamment en Société Anonyme, est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

Le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

## **Article 22 - ASSEMBLEES GENERALES**

### **1 - Convocation**

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la Gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 25 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le Commissaire aux Comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

## 2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

## 3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

## 4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

## 5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le Gérant, ou l'un des Gérants s'ils sont associés.

Si aucun des Gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

## **Article 23 - CONSULTATION ECRITE**

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la Gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

## **Article 24 - PROCES-VERBAUX**

### 1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la Gérance et, le cas échéant, par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

### 2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

### 3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un Juge du Tribunal de Commerce, soit par un Juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune du siège social ou un Adjoint au Maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

### 4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

## **Article 25 - INFORMATION DES ASSOCIES**

Le ou les Gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des Commissaires aux Comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les Gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la Gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-Gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Gérant est communiquée, le cas échéant, aux Commissaires aux Comptes.

## **TITRE V**

### **CONTROLE DE LA SOCIETE**

#### **Article 26 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La nomination d'un Commissaire aux Comptes Titulaire et d'un Commissaire aux Comptes Suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux Comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux Comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

## **TITRE VI**

### **COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES**

#### **Article 27 - COMPTES SOCIAUX**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la Gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

### **Article 28 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la Gérance.

## TITRE VII

### DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

#### Article 29 - DISSOLUTION

##### 1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le ou les Gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la Société doit être prorogée ou non.

##### 2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la Société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la Société doit, dans les deux ans, être transformée en une Société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

#### Article 30 - LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des Gérants, comme ceux des Commissaires aux Comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

### **Article 31 - RESPONSABILITE**

La responsabilité propre de la Société reconnue par l'Ordre laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque Expert-Comptable en raison des travaux qu'il est amené à exécuter lui-même pour le compte de la Société.

### **Article 32 - CONTESTATIONS**

En cas de contestation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables.

## IN EXTENSO AUDIT

Société à Responsabilité Limitée au capital de 60 000 Francs  
Siège social : 81, Boulevard Stalingrad à VILLEURBANNE (69100)

401 870 936 RCS LYON

---

### PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 25 JUIN 1999

---

L'an Mil Neuf Cent Quatre Vingt Dix Neuf,  
Le Vingt Cinq Juin,  
A Neuf heures,

les associés se sont réunis au siège social, en Assemblée Générale Mixte sur convocation de la Gérance.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jacques CONVERT, Gérant.

Monsieur le Président constate, d'après la feuille de présence émargée, que les associés présents ou représentés, possèdent plus des trois quarts des parts sociales représentant le capital social, et qu'en conséquence, l'Assemblée Générale peut valablement délibérer.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

#### ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

- Agrément de nouveaux associés sous la condition suspensive de la réalisation d'un acte de cession de parts sociales à intervenir ;
- Changement de date de clôture des exercices sociaux ;
- Modifications statutaires corrélatives ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

#### ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE :

- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Questions diverses.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- les statuts ;
- le rapport de la Gérance ;
- le texte des résolutions proposées.

Puis il donne lecture du rapport de la Gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, en tant que de besoin, approuve le projet de cession de parts sociales au profit de :

- Monsieur Dominique NATALE
- Monsieur Olivier ROZES
- Monsieur Gérard ESTIVAL

et agréé en conséquence ces derniers en qualité de nouveaux associés, sous la condition suspensive de la réalisation de ce projet.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, sous la condition suspensive de la réalisation de l'acte de cession de parts à intervenir entre la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL et Messieurs Dominique NATALE, Olivier ROZES et Gérard ESTIVAL, décide de modifier l'article 9 des statuts comme suit :

#### Article 9. - CAPITAL SOCIAL.

Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE MILLE (60 000) Francs.

Il est divisé en SIX CENTS (600) parts de 100 Francs chacune, numérotées de 1 à 600, entièrement libérées et réparties comme suit :

- |   |        |
|---|--------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- à Monsieur Dominique NATALE,<br/>à concurrence de UNE part,<br/>numérotée 1</li> </ul> | 1 part |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- à Monsieur Jacques CONVERT,<br/>à concurrence de UNE part,<br/>numérotée 2</li> </ul>  | 1 part |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- à Monsieur Philippe FORGUES,<br/>à concurrence de UNE part,<br/>numérotée 3</li> </ul> | 1 part |

- à Monsieur Olivier ROZES, à concurrence de UNE part, numérotée 4	1 part
- à Monsieur Gérard ESTIVAL à concurrence de UNE part, numérotée 5	1 part
- à la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – I.E.O. à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT SEIZE parts, numérotées de 6 à 401	396 parts
- à la Société DELOITTE ET TOUCHE TOHMATSU BMA à concurrence de CENT QUATRE VINGT DIX NEUF parts, numérotées de 402 à 600	199 parts
	<hr/>
Total égal au nombre de parts composant le capital social	600 parts

Le reste de l'article reste inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance, décide de modifier la date de clôture de l'exercice social qui sera dorénavant le 30 Juin de chaque année. L'exercice social en cours aura donc une durée de 10 mois.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

#### **Article 6 – EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1er Juillet et se termine le 30 Juin de l'année suivante.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture d'un projet de transformation de la Société en Société Anonyme, décide de nommer M. Jean-Pierre LE BRIS, demeurant professionnellement 4, Rue Mugnier à MAISONS LAFFITE (78600) en qualité de Commissaire à la Transformation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale rappelle que depuis la fusion/absorption de la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU BMA par la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU AUDIT, cette dernière se substitue désormais à la première.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 8 et 9 des statuts :

#### Article 8 – APPORTS

Il est ajouté le paragraphe suivant :

Lors d'une Assemblée Générale en date du 5 Juillet 1999, la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU BMA a été absorbée par la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU AUDIT. En conséquence, les parts sociales détenues par la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU BMA ont été attribuées à la Société DELOITTE TOUCHE TOHMATSU AUDIT.

#### Article 9 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE MILLE (60 000) Francs.

Il est divisé en SIX CENTS (600) parts de 100 Francs chacune, numérotées de 1 à 600, entièrement libérées et réparties comme suit :

- à Monsieur Dominique NATALE,  
à concurrence de UNE part,  
numérotée 1 1 part
- à Monsieur Jacques CONVERT,  
à concurrence de UNE part,  
numérotée 2 1 part
- à Monsieur Philippe FORGUES,  
à concurrence de UNE part,  
numérotée 3 1 part

- à Monsieur Olivier ROZES, à concurrence de UNE part, numérotée 4	1 part
- à Monsieur Gérard ESTIVAL à concurrence de UNE part, numérotée 5	1 part
- à la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL – I.E.O. à concurrence de TROIS CENT QUATRE VINGT SEIZE parts, numérotées de 6 à 401	396 parts
- à la Société DELOITTE ET TOUCHE TOHMATSU AUDIT à concurrence de CENT QUATRE VINGT DIX NEUF parts, numérotées de 402 à 600	199 parts
	<hr/>
Total égal au nombre de parts composant le capital social	600 parts

Le reste de l'article reste inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

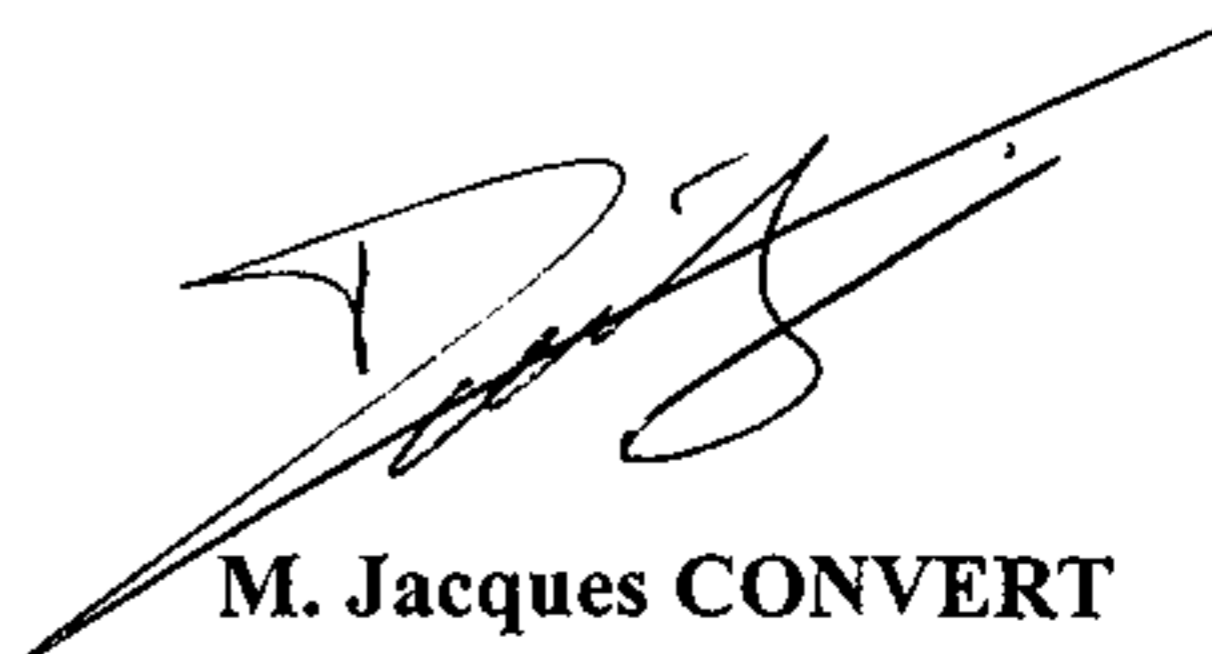
#### **SEPTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant.



**M. Jacques CONVERT**

**CESSION DE PARTS SOCIALES**

**DUPLICATA**

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE  
DE **VILLEURBANNE** N° 19 NOV 1999

F° 42 Vol 5... 206/6...

REÇU deux cent F. trois cent quarante

cent F.

cent

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

- \* La Société **IN EXTENSO OPERATIONNEL - I.E.O.**  
Société Anonyme au capital de 58 229 100 Francs  
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le n° 381 632 231  
Dont le siège social est à VILLEURBANNE (69) 81, Boulevard Stalingrad  
Représentée par M. Philippe FORGUES, Directeur Général

ci après dénommée "LE CÉDANT"  
d'une part,

**ET**

- \* **Monsieur Dominique NATALE**  
né le 22 Septembre 1960 à LYON (69003)  
de nationalité française  
demeurant 74, Avenue Denfert Rochereau à LYON (69004)  
marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Sylvie BARCELO,
- \* **Monsieur Olivier ROZES**  
né le 24 Août 1955 à VALENCE SUR BAISE (32310)  
de nationalité française  
demeurant 105 Bis, Rue d'Entraides à TOURS (37000)  
marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Annie DESBOURDES,
- \* **Monsieur Gérard ESTIVAL**  
né le 12 Août 1945 à LA GARENNE COLOMBES (92)  
de nationalité française  
demeurant 3, Rue Chanteclerc à NANTES (44300)  
marié sous le régime de la séparation de biens à Madame Joëlle BAIZET,

ci après dénommés "LES CESSIONNAIRES"  
d'autre part,

*Handwritten mark*

*Handwritten mark*

*Handwritten mark*

*Handwritten mark*

**ET APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIIT :**

Aux termes de statuts en date à TASSIN LA DEMI LUNE du 19 Avril 1995, enregistrés à LYON 5ème le 17 Mai 1995 - Bord. 135, n° 4, ainsi que de divers autres actes, il existe une Société à Responsabilité Limitée dénommée "IN EXTENSO AUDIT", au capital de 60 000 Francs, divisé en 600 parts sociales de 100 Francs chacune de nominal, dont le siège social est à VILLEURBANNE (69100) 81, Boulevard Stalingrad, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 401 870 936 et qui a pour objet l'exercice de la profession d'Expert-Comptable.

**ONT D'UN COMMUN ACCORD, CONVENU CE QUI SUIIT :****CESSIONS DE PARTS SOCIALES**

Par les présentes, la SA IN EXTENSO OPERATIONNEL, soussignée de première part, cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit :

- \* à Monsieur Dominique NATALE, soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d' UNE (1) part sociale de CENT (100) Francs de valeur nominale, portant le n° 1 ;
- \* à Monsieur Olivier ROZES, soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d' UNE (1) part sociale de CENT (100) Francs de valeur nominale, portant le n° 4 ;
- \* à Monsieur Gérard ESTIVAL, soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété d' UNE (1) part sociale de CENT (100) Francs de valeur nominale, portant le n° 5 ;

qu'elle détient dans la SARL "IN EXTENSO AUDIT".

**AGREMENT DES CESSIONS**

Conformément aux dispositions de l'article 12 des statuts de la SARL "IN EXTENSO AUDIT", les associés réunis en Assemblée Générale Ordinaire du 25 Juin 1999 ont agréé comme nouveaux associés, Messieurs Dominique NATALE, Olivier ROZES et Gérard ESTIVAL et ont expressément autorisé les cessions de parts objet des présentes.

**PROPRIETE - JOUISSANCE**

Les cessionnaires auront, en vertu et à compter des présentes, la propriété des parts cédées, à l'effet de quoi, ils seront subrogés par le cédant dans tous les droits comme dans toutes les obligations attachés à ces parts cédées. Ils en auront la jouissance à compter de ce jour.

am

↑

h

an

### PRIX - MODALITES DE PAIEMENT

Les présentes cessions sont consenties et acceptées moyennant le prix de CENT (100) Francs la part, soit une somme totale de TROIS CENTS (300) Francs pour les TROIS (3) parts cédées, laquelle somme a été payée comptant, à l'instant même par chacun des cessionnaires à la Société IN EXTENSO OPERATIONNEL, ce que Monsieur Philippe FORGUES reconnaît et leur en donne bonne et valable quittance

Dont quittance,

### ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts présentement cédées appartiennent en pleine propriété à la SA IN EXTENSO OPERATIONNEL pour les avoir reçues en contrepartie de ses apports en numéraire effectués à titre pur et simple lors de la constitution de la Société ou à l'occasion de cessions de parts sociales.

### SIGNIFICATION

La présente cession sera signifiée à la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt.

### FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront supportés par les cessionnaires qui s'y obligent, à l'exception de ceux afférents à la modification des statuts de la Société "IN EXTENSO AUDIT" qui seront à la charge exclusive de cette dernière.

### DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, cédants et cessionnaires font élection de domicile en tant que de besoin, au siège de la Société "IN EXTENSO AUDIT".

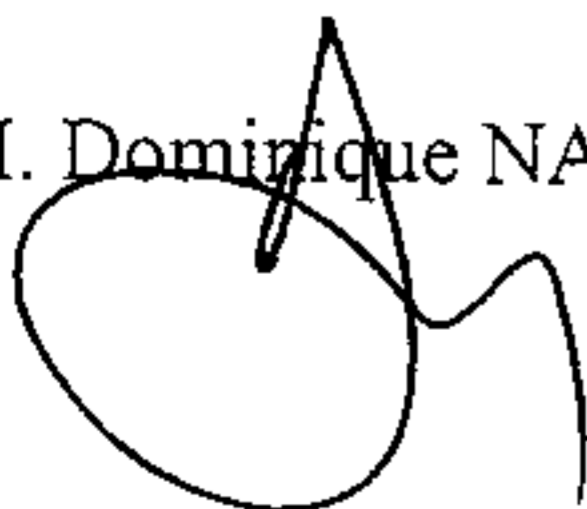
FAIT EN SEPT ORIGINAUX (dont un pour l'enregistrement)

A VILLEURBANNE

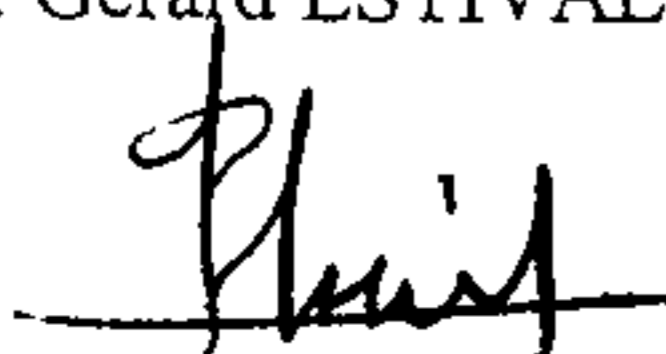
LE

**28 OCT. 1999**

M. Dominique NATALE



M. Gérard ESTIVAL



M. Olivier ROZES



Pour la SA IN EXTENSO OPERATIONNEL

M. Philippe FORGUES

